



Questions d'Éduc.

Collection Dossiers UNSA Éducation
www.unsa-education.com



N° 024 - Mai 2016

Société Éducative

Échos du congrès

Questions de Société



Sommaire

3 Un congrès de prospective



4 et 5

Pourquoi des mandats ? La résolution générale

6 et 7

Nos valeurs réaffirmées



8 et 9

Notre vision de l'Éducation...

10 et 11

... pour changer de société



12 et 13

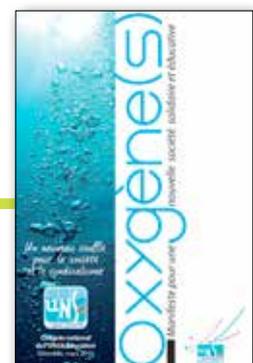
Le monde en transformation

14 et 15

Notre syndicalisme

16 et 17

Une réflexion d'avenir : Oxygène(s)



18

Conclusion

19

Pour aller plus loin



Ces dossiers sont aussi téléchargeables sur <http://cha.unsa-education.com>

**Ont participé
à ce numéro**

Laurent ESCURE

Secrétaire général - UNSA Éducation

Claire BORDAS

Directrice Publication - UNSA Éducation

Denis Adam

Secrétaire national - Secteur Éducatif

Secteur Éducation

Pour la rédaction

Secteur Communication

Pour la réalisation

Crédit photo

Photopin-Fotolia-Ph.LEBRUN

Nos Partenaires



2

Questions d'Éduc. N°024 - Mai 2016

Un congrès de prospective

Fin mars, l'UNSA Éducation inscrivait son congrès national à Grenoble dans la réflexion d'une nouvelle société éducative et solidaire. Notre Fédération donnait ainsi une suite et une perspective renouvelée à son projet de l'an 2000 « pour une société éducative ».

L'idée est d'envisager, dans un monde en profonde mutation, les axes de changement et la manière citoyenne d'agir. Et ceci passe forcément par un rôle renforcé d'une Éducation comprise dans sa globalité.

L'Éducation peut-être en effet, selon la conception que l'on en a et l'usage que l'on en fait, un puissant levier de transformation sociale. Dans le même temps, les évolutions sociétales ont de profondes implications sur les évolutions des démarches éducatives.

C'est cet aller-retour d'influences permanentes qui constitue la société éducative.

L'UNSA Éducation fait le choix de participer à sa construction.

Mais pas à n'importe quel prix.

Dans le respect de ses valeurs, afin de faire émerger un monde plus juste, plus humaniste, plus solidaire, appuyé sur une Éducation bienveillante, participative, de la réussite de chacune et chacun.

C'est dans ce sens que la Fédération a conduit ses travaux de congrès : petit retour sur les textes débattus et validés à Grenoble.



La résolution générale : fabrique démocratique des mandats fédéraux

Les statuts de l'UNSA Éducation prévoient, lors du congrès national, le vote d'une résolution générale. Son élaboration est au cœur d'une démarche démocratique qui permet de doter la Fédération de mandats pour les 4 années qui séparent deux congrès.

Pourquoi des mandats ?

Cette résolution générale est en quelque sorte notre boussole. Certes, elle ne dit pas dans le détail, ce que nous pensons, revendiquons ou refusons sur chaque dossier. Mais elle fixe les caps, les grandes lignes, nos orientations.

L'UNSA Éducation, c'est 22 syndicats de métier pour la plupart. Chaque syndicat élabore ses mandats pour les personnels qu'il représente. Mais dans le champ sociétal et éducatif, dans le cadre de la fonction publique et des droits des personnels nombreux sont les sujets qui concernent plusieurs syndicats de la fédération, voire tous. C'est donc dans ces domaines que des positions communes sont nécessaires et efficaces.

Comment sont fabriqués nos mandats ?

Dans le débat, la prospective et l'ancrage dans notre histoire.

L'UNSA Éducation est forte d'un passé qui fait d'elle la seconde fédération du monde de l'Éducation et qui souvent la place en première ligne de défense de valeurs, comme la laïcité ou l'égalité femme-homme..., de conceptions éducatives, comme la complémentarité éducative, l'éducation bienveillante..., de droits des personnels, comme le compte personnel d'activité, les droits à retraite...

Pour autant, nous ne sommes pas figés sur des positions dogmatiques et passéistes. La caractéristique même de notre syndicalisme réformiste et combatif est de s'inscrire dans une anticipation des évolutions et de chercher toutes les voies d'amélioration, d'évolution, de réalisation, même à petits pas, de nos objectifs.

C'est donc dans cet équilibre que les mandats sont réactualisés, revus, améliorés à chaque congrès. Certains disparaissent n'ayant plus d'actualité, d'autres sont transformés et des nouveaux sont ajoutés.

En quoi cela est-il démocratique ?

La démarche d'élaboration se fait en plusieurs étapes. Elle est aussi le fruit d'un travail continu de relation régulière entre la Fédération et ses syndicats.

Plusieurs mois avant le congrès, un premier texte est proposé au débat. Il fait l'objet de discussion dans les instances des syndicats et dans les congrès des sections régionales de la fédération.

Une commission dite de la résolution générale composée de représentants de tous les syndicats et de régions examine les propositions. Dans le cadre de la préparation du congrès de Grenoble, une majorité d'amendements a été intégrée, peu ont été rejetés et certains ont été mis en débat lors des séances, en ateliers ou en plénière, du congrès.

Certes, ce ne sont pas les près de 90 000 adhérents de la Fédération qui donnent directement leur avis. Cela serait difficile à organiser et certainement aussi à harmoniser. Mais notre connaissance des collègues nourrie par nos actions de terrain, notre maillage territorial et notre baromètre annuel des métiers de l'éducation, la forte représentativité de nos syndicats et nos résultats électoraux en évolution, nous permettent de rechercher en permanence la cohérence entre nos mandats et les attentes des personnels.

Comment faire vivre les mandats entre deux congrès ?

Puisqu'il s'agit d'une boussole, la résolution générale nous sert d'indication pour prendre nos décisions au quotidien. Soit la question posée est clairement traitée dans la résolution générale et -sauf changement de contexte qui justifierait son évolution- notre mandat nous sert de base à la négociation. Soit nous n'avons pas envisagé cette approche, mais l'esprit de nos textes nous permet d'élaborer la direction qui sera la nôtre. Si le congrès et la résolution générale qui y est votée sont des éléments essentiels de notre vie fédérale, ils ne sont pas les seuls. D'autres instances régulières (Conseil national, Bureau national, Exécutif...) sont des lieux de débats et de prise de décision chaque fois que cela est nécessaire.

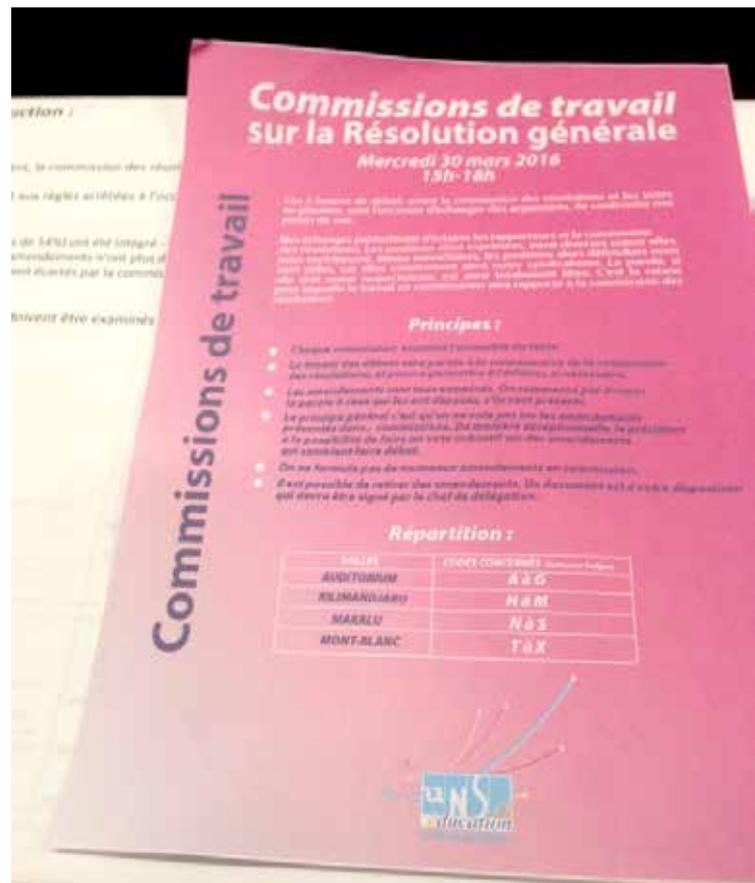
Que trouve-t-on dans la résolution générale de mars 2016 ?

Cette résolution générale s'inscrit dans notre ambition d'une société solidaire et éducative. Elle rassemble nos mandats pour la période qui s'ouvre. Elle nous servira de référence pour faire face aux questions d'actualité qui surgiront. Si elle n'est pas exhaustive et doit être complétée par les mandats spécifiques des syndicats de la Fédération pour ce qui relève de leur champ de syndicalisation, elle est notre engagement commun. Elle s'appuie sur nos valeurs et donne les grands axes et les lignes de force de ce qui fait notre conception partagée de la Société, de l'Éducation et de la défense des Personnels.

Elle est découpée en trois parties :

- plus forts ensemble pour un monde solidaire
- l'ambition éducative au cœur
- combatifs, pour un service public renforcé, et des professionnels valorisés.

Les pages qui suivent mettent en évidence comment se décline notre ambition d'une société solidaire et éducative au travers des textes et des démarches adoptées au congrès de Grenoble.



Nos valeurs réaffirmées : plus forts ensemble pour un monde solidaire !

Tel est le titre de la première partie de notre résolution générale, notre boussole pour les quatre années à venir.

Avec nos syndicats, nous avons réaffirmé notre conception globale de l'éducation : l'École et l'Éducation au sens large, la formation professionnelle, l'éducation populaire, les activités physiques et sportives, les pratiques culturelles...

Car à l'UNSA Éducation, nous défendons l'idée que toute personne est éduicable. Chacun doit se voir garanti un socle commun de connaissances et de compétences à l'issue de sa scolarité obligatoire puis un droit à formation tout au long de la vie. Nous avons également réaffirmé qu'à l'UNSA Éducation nous portons un syndicalisme

réformiste et exigeant. Dénoncer et s'opposer quand il le faut, mais aussi proposer et négocier pour avancer. Car c'est en toute indépendance que nous agissons, indépendance vis à vis des partis et des gouvernements. Nous portons également des valeurs qui nous sont chères : égalité, humanisme, laïcité, liberté. Ces valeurs structurent notre action.

La défense et la promotion de la liberté de conscience, de l'égalité femme-homme et le combat contre toutes les discriminations sont des priorités. L'Éducation qui permet de déconstruire les stéréotypes et les préjugés est essentielle pour faire reculer le racisme, l'antisémitisme, le sexisme et l'homophobie.

La laïcité

Un principe essentiel de la République, principe de concorde, de liberté, de justice sociale, car la laïcité se fonde sur ce que les hommes et les femmes ont en commun, ce qui les rassemble, plutôt que sur ce qui les différencie, voire les divise. La laïcité est faite pour rassembler non pour diviser. La laïcité est un repère pour nous.



Notre vision de l'Éducation...



L'ambition éducative au cœur » tel est le titre de la deuxième partie de la résolution générale.

Pour l'éducation de tous, pour l'éducation au développement, pour l'éducation à la liberté et à la justice, oui il faut être ambitieux.

Au-delà du nombre de jeunes qu'elle touche, l'Éducation doit répondre à des enjeux plus qualitatifs. Aujourd'hui comme hier, l'Éducation est le meilleur processus pour préparer toute une société à son avenir, elle est un droit individuel comme un impératif social. Ce noble idéal, ne peut pas être l'affaire d'experts, de philosophes, de sociologues... il nécessite de passer par des méthodes, des démarches et des propositions.

C'est parce que notre organisation met l'Éducation au cœur de son projet, qu'elle revendique et assume ses choix.

Le choix de l'éducabilité de toutes et tous...



Maternelle, socle commun, bac-3/bac+3, la politique éducative fondée sur un droit de scolarisation pour toutes et tous, doit non seulement lutter contre toutes les formes de discriminations mais aussi permettre à ce que chacun puisse apporter aux autres et au collectif.

L'UNSA s'oppose à tout système qui renforcerait les déterminismes sociaux et culturels et milite pour le développement des mixités dans une école inclusive où toutes les différences en font sa richesse.

... Et à tout âge

Puisque nous sommes aussi différents dans les rythmes d'apprentissage, il est impératif que les temps éducatifs s'inscrivent dans un temps long. Cette possibilité de se former tout au long

de la vie qui peut permettre une seconde chance, est aussi ce qui offre à chacun et chacune de s'adapter aux évolutions de son environnement. Au-delà de la formation professionnelle, elle rend possible de découvrir, d'apprendre, de s'émanciper et de jouer un rôle actif et durable dans la société.

Et donc, l'UNSA Éducation revendique la bienveillance.

À contre-courant de l'instrumentalisation qui en est faite, l'UNSA Éducation dénonce l'idée -sans fondement- qui oppose la bienveillance à l'exigence, et qui ne répond pas au constat de peur de l'échec et de manque de confiance qui existe chez les élèves. **Par l'accueil, l'accompagnement, l'évaluation, la démarche bienveillante doivent permettre de susciter la motivation, l'envie et le plaisir d'apprendre.**

Le choix d'une politique globale d'éducation

Afin de repenser le partage entre l'institution scolaire et l'éducation non formelle et informelle, il faut déjà admettre la pluralité des voies de l'éducation ainsi que leur complémentarité. C'est ce que fait l'UNSA Éducation en promouvant le rôle éducatif de l'ensemble des personnels de la communauté éducative, en défendant le principe de coéducation qui implique au premier plan les parents, ou encore en soutenant le développement des politiques éducatives au niveau d'un territoire. Effectivement, l'enfant vit différents temps éducatifs et l'instauration des nouveaux rythmes a mis en exergue ce que l'UNSA porte depuis des années, la nécessaire articulation qui les lie de façon cohérente et rendre concrète le principe de culture commune.

Le choix de considérer les apprenants comme des acteurs de leur éducation

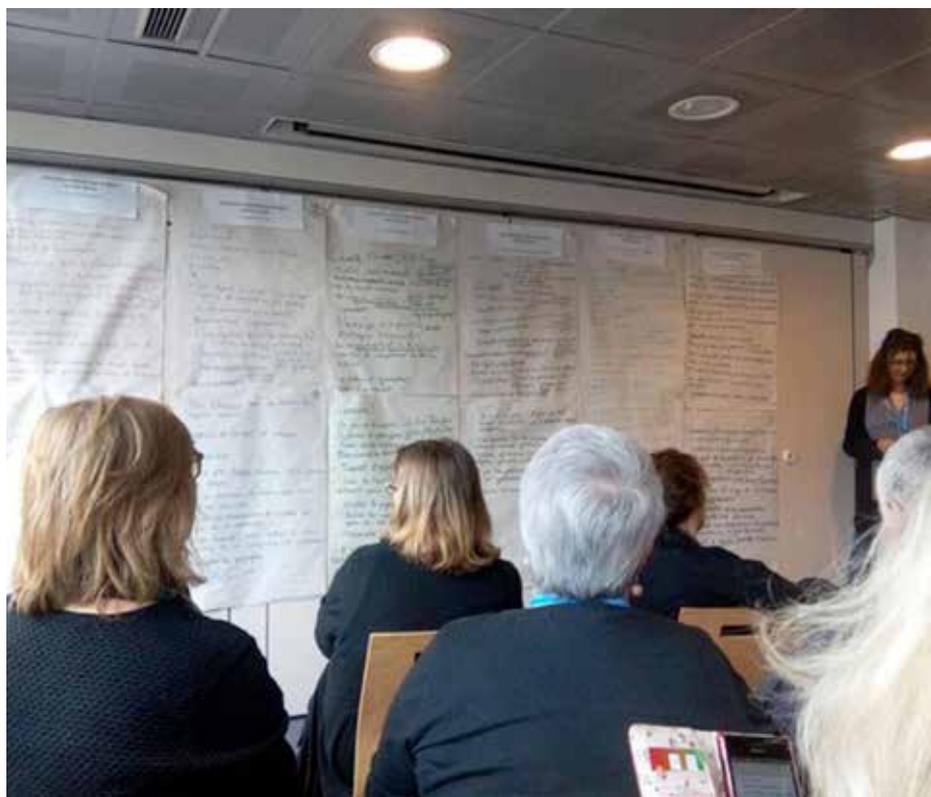
Puisque l'émancipation de chacun et de chacune est au cœur de la mission éducative, les lieux d'apprentissages doivent mettre en œuvre ce à quoi ils préparent.

La participation, le débat, l'estime de soi, le goût d'apprendre, l'exercice de la citoyenneté, le développement de l'esprit critique... sont autant de savoirs être et de compétences sur lesquels repose l'émancipation intellectuelle, l'émancipation sociale. Être éducateur, c'est accepter que l'enfant, le jeune, n'est pas un réceptacle à remplir par la transmission de savoirs mais un acteur. Un acteur de sa vie dans le sens où il est en action pour la construire, la penser, la faire évoluer. L'acte éducatif lui donne les clés de ce pouvoir d'agir. Pour l'UNSA, si l'École doit faire de l'orientation, une démarche active et positive, elle n'est pas la seule à donner les clés nécessaires. Les pratiques artistiques et culturelles, les activités physique et sportive tout comme l'éducation populaire permettent tout autant de mobiliser différentes formes d'intelligence et d'apprentissage nécessaires au développement personnel, à l'intégration professionnelle et sociale.

L'UNSA Éducation revendique la priorité nationale à l'Éducation

Pour qu'au-delà de l'Éducation nationale, les budgets consacrés à l'Enseignement supérieur et à la Recherche soit à la hauteur des enjeux éducatifs. L'UNSA dénonce la réduction des crédits alloués aux universités et aux organismes de recherche, ainsi que les restrictions subies par les autres ministères.

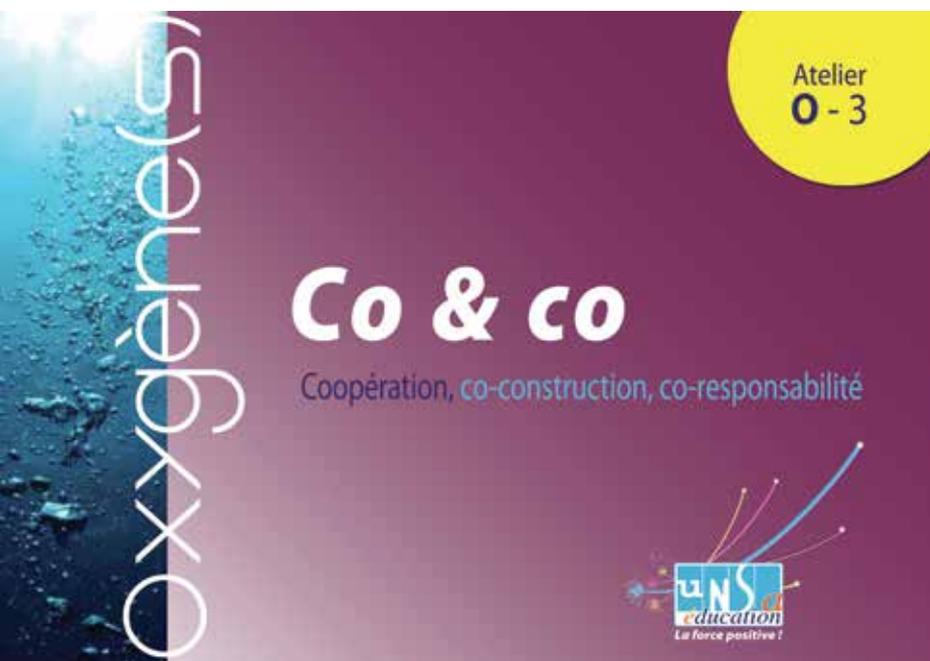
Pour que la mise en place d'un grand Pôle éducatif regroupant Éducation nationale, Enseignement supérieur et Recherche, Éducation populaire et sport donne du sens à la dimension interministérielle de la mission éducatrice de l'État.



... pour changer la société

Il est maintenant certain que nous vivons aujourd'hui dans un monde en pleine mutation. Face à l'incertitude provoquée par ces transformations, certains sont tentés par le retour en arrière, ou l'immobilisme, d'autres semblent résignés et laissent les choses se faire. À l'UNSA Éducation, nous avons décidé d'agir et de concrétiser notre vision du syndicalisme réformiste.

C'est pourquoi, nous avons choisi de lancer, mutation avec le manifeste oxygène, une réflexion à long terme pour décoder ce qu'il se passe et avec agir dans ce monde en pleine mutation.



Nous avons choisi de ne pas attendre, de ne pas subir mais de réfléchir à rénover nos pratiques militantes pour construire une société inclusive, c'est à dire une société solidaire et éducative.

Il s'agit donc de penser notre avenir en remettant en question la prédominance actuelle d'une économie basée sur l'ultralibéralisme, l'enrichissement exponentiel de quelques-uns au détriment du plus grand nombre et de l'appauvrissement des richesses naturelles. De nouvelles solutions doivent émerger et doivent être le fruit de démarches collectives et collaboratives.

Il faut dépasser l'économisme actuel pour aller vers une économie verte, une économie sociale et solidaire. C'est aussi pour cette raison que les relations dans le monde du travail sont à réinterroger. Pour l'UNSA Éducation, chacun doit avoir des revenus décents et cela s'appuie sur une nouvelle répartition des temps et des gains.

Ces changements doivent mener à la société inclusive qui ne se limite pas à l'inclusion nécessaire des personnes en situation de handicap, mais est l'avènement d'« une société sans privilèges, sans exclusivité ni exclusion. Sans hiérarchisation ».

À ce titre, une société inclusive s'appuie sur la laïcité et les valeurs de la République qui garantissent la liberté absolue de conscience, offrent une reconnaissance de chacune et de chacun dans sa singularité et postulent l'inclusion de toutes et tous a priori.

Mais pour faire vivre cette société inclusive, il faut repenser la démocratie. Les invitations à s'indigner, les aspirations à davantage participer, les nouvelles formes d'implication, les revendications à mettre en œuvre le « *pouvoir d'agir* » des citoyens sont autant de pistes qui semblent indiquer des changements quant à la manière de concevoir et de vivre la citoyenneté.



Le renouvellement nécessite l'instauration du débat, de la controverse et de la délibération.

Ces formes doivent être initiées dans la vie quotidienne des citoyens en complément et certainement pas en substitution des formes représentatives qu'il convient de repenser.

Ces réflexions tirées du manifeste « *Oxygène(s)* » qui pose les bases de la construction d'une société solidaire, démocratique et respectueuse de l'environnement.

Ce projet oriente nos actions futures et évoluera en fonction de nos acquis et des transformations de la société.



Le monde en transformation

L'évolution, la transformation, est un processus inhérent à l'humanité... Le constat selon lequel notre monde est en pleine transformation est devenu banal tant les changements se sont accélérés depuis plusieurs années. Ils concernent toutes les dimensions de notre vie en société et exigent lucidité, créativité et combativité pour s'adapter au mieux.

Regard sur notre planète

En premier lieu, la prise de conscience quant à la vulnérabilité de la planète et au fait que les ressources sont réellement épuisables.

Cette prise en compte est certes environnementale, mais elle est avant tout politique et implique une « réforme de pensée sur notre conception du monde, c'est vers une écopolitique planétaire qu'il convient de s'orienter, articulant les dimensions locales et mondiales dans un même processus ».

« Faire entrer les sciences en démocratie »

Le projet de société porté par notre orientation syndicale s'appuie sur le fait de « faire entrer les sciences en démocratie », dans le débat public, et de rendre chaque citoyen(ne) individuellement et collectivement responsable.

Citoyen(ne)s du monde

Il est impossible dans un contexte de mondialisation de continuer à penser et agir uniquement sur l'échelle locale. Tous les grands bouleversements, les crises économiques, les conflits, les migrations, les catastrophes naturelles engendrent une multitude d'effets ailleurs loin de leur ancrage géographique. Parce que nous, citoyens, et nos pays, sommes interdépendants, la solidarité internationale est plus que jamais une nécessité pressante, la crise des migrants en Europe nous le montre chaque jour.

Le projet de société porté par notre orientation syndicale montre la démarche de réflexion globale qui permet l'action de proximité, comme un pilier du pouvoir agir citoyen.

Il s'agit plus largement de s'inscrire dans une approche

internationale de solidarité et de coopérations entre les citoyens à travers le monde.

« L'action de proximité, comme un pilier du pouvoir agir citoyen »

Le monde du travail impacté

Pour ne pas subir uniquement les mutations du monde du travail, impacté de plein fouet par les évolutions économiques et technologiques, il est essentiel de les identifier afin de les analyser, être force de proposition et prendre part ainsi aux alternatives. Cela passe notamment par notre capacité à « sentir » les évolutions touchant les métiers et leur renouvellement, parfois même leur disparition... sachant que les métiers de demain ne sont pas encore connus. Cette donne nous conduit ainsi à bien distinguer travail, emploi et métier, afin de mener une réflexion approfondie sur la place sociale et économique des activités humaines.

Le projet de société porté par notre orientation syndicale s'inscrit dans la reconnaissance des activités humaines au service de la collectivité, dans la valorisation d'un travail épanouissant. Concrètement, il est donc question de militer et d'agir pour la protection des salariés et agents publics dans un cadre de travail rénové.

Quelle place pour l'économie ?

Défendre une autre vision de la place de l'économie revient à affirmer que la loi du marché seule n'est pas capable de replacer l'Homme au cœur de la société, en ce sens, l'économie est au service de l'Homme et pas l'inverse. Par conséquent, les alternatives à un modèle unique et descendant font appel aux réseaux locaux et articulent différentes dimensions : sociale, culturelle, environnementale et économique... les exemples les plus connus étant les coopératives, les SEL, les réseaux d'échanges et de savoirs, le microcrédit, l'économie circulaire... C'est donc la notion de « *communs* », en tant que biens communs universels, l'eau, la santé, l'éducation, l'énergie, qui nourrit cette vision humaniste.

L'économie apparaît dès lors comme un levier au service d'un projet de société. **L'UNSA Éducation revendique des mécanismes de protection et de régulation de la part des États, de l'Europe et des instances internationales.**

Naturellement, nous soutenons toutes les initiatives développées dans le cadre d'une économie dite sociale et solidaire, soucieuse de remettre l'humain, son rapport aux autres et au monde au cœur de la société à venir.

« *L'économie comme un levier au service d'un projet de société* »

La révolution internet

Internet et le numérique sont à la fois révélateurs et incitateurs de nouveaux modes de relations et de communication. Le rapport aux savoirs change considérablement, tout comme le rapport au pouvoir, donnant ainsi lieu à des hiérarchies moins descendantes et verticales. L'abolition symbolique des frontières aspire à mettre sur un même plan d'égalité les différentes formes d'expression et de création. Or si les réseaux numériques facilitent une plus large diffusion voire appropriation, l'individu doit tout de même faire face à des nouvelles hiérarchies, mues par des règles qui doivent être maîtrisées. Dans ce sens, **l'UNSA défend l'idée que cette nouvelle manière de penser, communiquer et d'agir doit être accompagnée.**

Pour une démocratie de tous les jours

Enfin, tous ces éléments de transformation revêtent un enjeu majeur, celui d'une démocratie de tous les jours. Face à la perte de sens de certaines dimensions institutionnelles, à une méfiance accrue vis-à-vis du politique, les nouvelles formes d'engagement et de participation, les invitations à s'indigner sont autant d'alternatives de développement du « *pouvoir d'agir* » citoyen. C'est pourquoi, **le projet de société porté par notre orientation syndicale repose sur une mobilisation au quotidien, attribuant à chacune et à chacun sa place, le droit, l'envie et surtout le pouvoir d'agir sur la transformation du monde.**

Quelles que soient nos différences, il n'existe au final qu'une humanité. Cela suppose de sortir de la pensée binaire opposant ceux qui donnent à ceux qui reçoivent, ceux qui tolèrent à ceux qui sont tolérés, parce que justement chacune et chacun apporte quelque chose à l'autre, dans une dynamique de complémentarité. L'UNSA Éducation milite pour que cet idéal de société, cette utopie d'une société inclusive devienne une réalité.

Réformiste, positif et combatif

La troisième partie de notre résolution générale s'intitule « Promouvoir le syndicalisme combatif du réel et de l'optimisme ».

Elle appelle à faire la différence entre les différentes formes et démarches syndicales. Nous le savons, la confiance dans les syndicats –comme dans tous les corps constitués et les institutions- est faible et fragile. Souvent le syndicalisme est caricaturé comme l'empêcheur d'avancer, celui qui dit toujours « non ! ».

À l'inverse de ces postures syndicales qui existent, l'UNSA Éducation bâtit un syndicalisme de l'utilité et du concret. Elle s'oppose au syndicalisme du repli, de la plainte permanente et de l'impuissance. Elle cherche en permanence à agir sur le réel pour l'améliorer. Elle agit pour que le changement soit synonyme de progrès pour toutes et tous. C'est en cela que l'UNSA Éducation a fait, comme l'UNSA, le choix du combat positif.

En effet, notre Fédération revendique un syndicalisme qui réponde aux aspirations et aux besoins des salariés d'aujourd'hui. Pour cela, elle promet un modèle syndical ancré dans un réformisme, combatif et clair sur les valeurs républicaines et humanistes. C'est un syndicalisme qui innove, qui anticipe les défis de notre société et qui permet à celles et ceux qui le font vivre d'être, réellement, libres ensemble, que porte l'UNSA Éducation.

Le choix de l'UNSA

Nous avons fait le choix de l'UNSA. C'est le choix d'un syndicalisme qui souhaite rompre avec l'isolement catégoriel et qui rassemble les salariés du public et du privé.

Chaque fois qu'un des syndicats ou une des fédérations de l'UNSA se développe, c'est l'ensemble de notre union qui se renforce. Tout progrès de notoriété et de représentativité de l'UNSA est un plus pour ses fédérations et ses syndicats.

Ainsi en est-il de la campagne des élections dans les TPE (toutes petites entreprises). Si elle concerne marginalement l'UNSA Éducation et ses syndicats directement, notre engagement est indispensable pour le développement de l'UNSA et donc le nôtre.

Le choix de l'UNSA, c'est aussi pour l'UNSA Éducation contribuer à tout mettre en œuvre pour rassembler le syndicalisme réformiste autonome.

Plus forts ensemble !

Être plus forts ensemble, c'est renforcer notre dynamique qui a, au cours des quatre années passées, porté ses fruits et nous a conduit à nos excellents résultats aux élections professionnelles dans la Fonction publique.

Il ne s'agit pourtant pas de s'arrêter là.

De nombreux chantiers restent à ouvrir ou à renforcer

Ainsi l'UNSA Éducation, au-delà de son action de coordination, doit continuer à construire encore plus de cohérence et de positions partagées avec ses syndicats afin de renforcer le socle commun fédéral.

En cohérence avec les syndicats concernés, elle a vocation à agir et s'exprimer sur les sujets transversaux et tout particulièrement sur les questions de valeurs et de société. Elle doit également, en s'appuyant sur les expertises syndicales, initier et mener des campagnes fédérales communes, dont le Baromètre des métiers de l'Éducation en est un préfigurateur.

Se développer, augmenter l'audience de la Fédération est profitable à tous les syndicats qui la composent. La modification des règles de représentativité confère à l'UNSA Éducation une responsabilité déterminante. Les progrès obtenus doivent être amplifiés à l'occasion des prochaines échéances électorales.

C'est également sur le terrain que la cohérence fédérale doit trouver son expression dans le développement du « plus forts ensemble » en région, en s'appuyant sur la constitution de véritables équipes fédérales dans les territoires formées et renforcées.

L'UNSA Éducation renforcera, s'appuiera sur son réseau d'élus et de représentants dans les territoires en les aidant et en les accompagnant notamment pour les CHS-CT.

Cet engagement militant sera soutenu et amplifié par une offre de formation syndicale et une politique de communication, y compris sur les réseaux sociaux, qui visent à harmoniser et dynamiser partout l'expression de l'UNSA Éducation et des syndicats qui en feront la demande. Il sera également renforcé grâce à une démarche de professionnalisation de ses pratiques avec la mise en place d'outils de pilotage adaptés et surtout par l'amplification du contact direct auprès des collègues et les visites de notoriété dans les établissements et les services, en les diversifiant et en les multipliant sur les territoires.

Il n'y a, en effet, pas d'organisation syndicale sans adhérents. Il n'y en a pas non plus sans militants. Prenant en compte le fait que l'engagement militant a évolué, l'UNSA Éducation, avec le renouvellement de ses équipes militantes, s'engage à faciliter, à accompagner et à valoriser l'investissement militant au sein de la Fédération et notamment celui des jeunes et des femmes, avec comme objectif de tendre vers la parité des délégations au BN et CN ainsi que pour le Secrétariat National. Dans cette optique, une attention particulière est portée au fait de mieux respecter les équilibres de temps : vie privée, vie professionnelle et militante. De même, l'UNSA Éducation agit pour la prise en compte du parcours militant dans la carrière des collègues.

Un syndicalisme exigeant pour lui-même comme face à ses interlocuteurs, plus proche du terrain, qui renouvelle et modernise ses démarches, ses approches, ses outils tout en réaffirmant ses valeurs et ses convictions, c'est ce syndicalisme différent qu'incarne l'UNSA Éducation et que nous souhaitons renforcer au cours des années à venir.



Une réflexion d'avenir : Oxygène(s)

De quoi sera fait demain ? Nous ne pouvons pas répondre à cette question, mais nous savons que le monde est en profonde mutation. En tant que citoyens, en tant que militant et en tant qu'éducateur, c'est par la démarche Oxygène(s), que notre organisation s'engage dans une dynamique de réflexion.

Oxygène(s) est, pour notre action, un horizon.

Une responsabilité, celle d'être en charge du monde de demain

« Agir sur un monde en transformation » et « l'éducation pour transformer le monde » sont les deux parties de ce manifeste.

En 16 thèmes qui font leviers et sens, cette réflexion ne vise pas l'exhaustivité et s'inscrit pleinement dans notre responsabilité syndicale. Une responsabilité qui – pour défendre nos métiers et accompagner les intérêts individuels et collectifs des professionnels – nous impose aussi d'inscrire cette action du quotidien dans une réflexion plus large et lucide. Anne Barrère, François Dubet, Philippe Meirieu, Edgard Morin, Michel Serres ou encore Jeremy Rifkin font partie des nombreux penseurs et chercheurs dont les travaux ont constitué la base des échanges, des clés de compréhension et des pistes d'analyse de l'évolution du monde.

Une dynamique collective



Oxygène(s) est une démarche collective, une volonté d'agir.

C'est une dynamique enclenchée par le Congrès et pour les 15, 20 années à venir.

Le manifeste Oxygène(s) tout d'abord est le fruit de nombreux échanges. Débattu à plusieurs niveaux, il est tout comme la résolution générale, porté par le congrès.

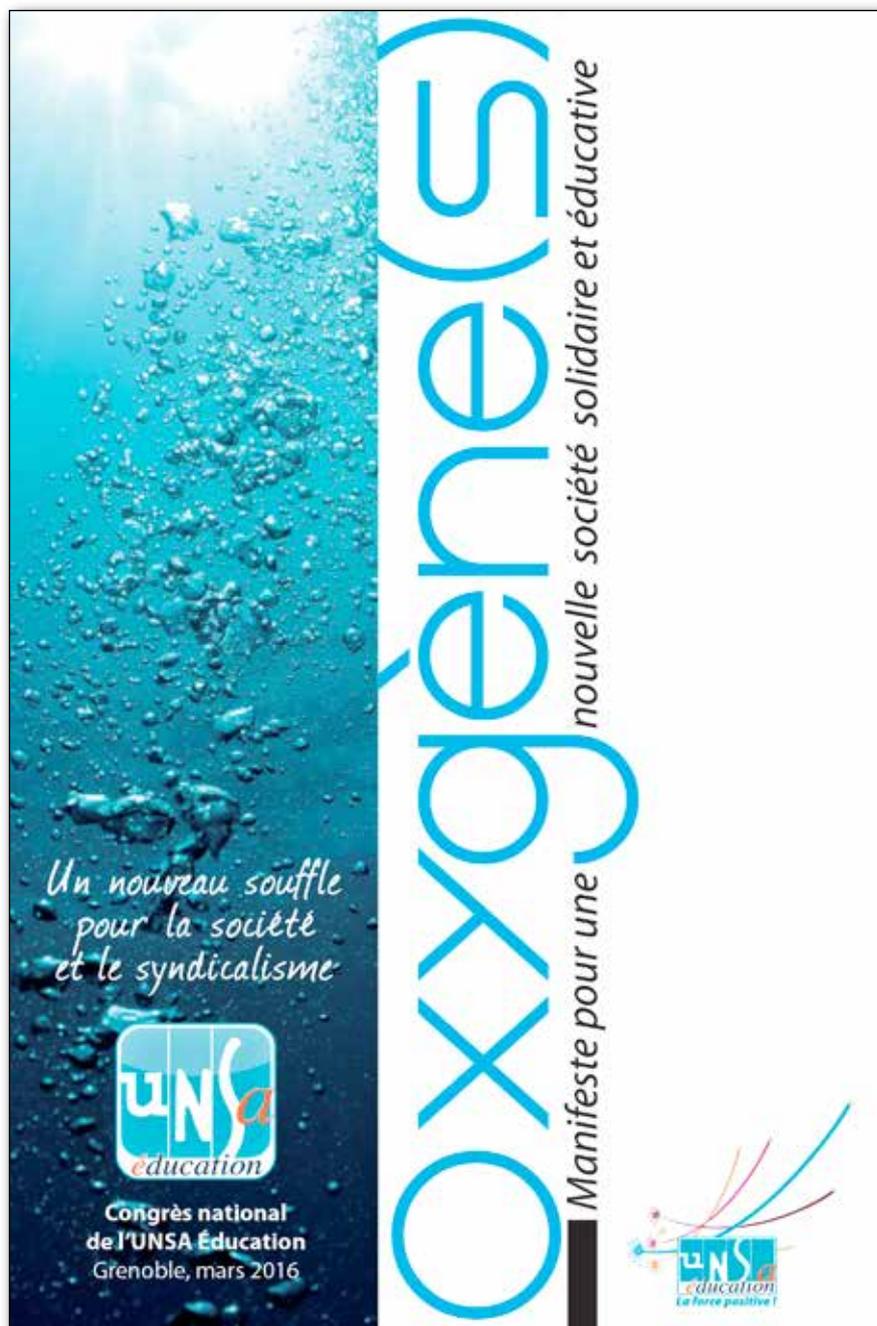
Il a dans un second temps donné lieu à des ateliers de travail.

« Éco-citoyenneté », « bien-être », « numérique », « nouveaux rapports au travail », « coopération, co-construction et coresponsabilité », « lutte contre les idées d'extrême droite », « place et évolution du syndicalisme », c'est autour de ces 7 thématiques, que le congrès a été l'occasion de débattre par le biais de techniques d'animation qui permettent de faire participer le plus grand nombre.

Les confrontations d'idées ont permis de construire collectivement des propositions d'actions concrètes pour faire vivre notre projet de nouvelle société solidaire et éducative, ainsi que nos valeurs.

Construire une société solidaire et éducative

Que ce soit sur l'enjeu du renouveau démocratique, ou de l'écoresponsabilité, sur la question de la coéducation, le Manifeste Oxygène(s) n'est qu'un point de départ pour une construction de notre projet. Le syndicalisme positif et réformisme dans lequel il s'inscrit, fait de ce Manifeste un point d'étape de la réflexion, et une base pour la mise en œuvre d'expérimentations, de démarche partenariale. Mieux agir sur la société à venir, c'est construire au quotidien et au plus près du terrain.



Agir sur un monde en transformation

- Les mutations du monde : agir en écoresponsables
- Les mutations du monde : mondialisation, pensées globales et actions locales
- Les mutations du monde : nouvelle révolution?
- Les mutations du monde : nouveau rapport au monde du travail
- Les mutations du monde : usage du levier économique
- Les mutations du monde : culture de l'Homo numérique en réseau
- Les mutations du monde : science, nouveau continent des découvertes
- Les mutations du monde : besoin d'une société inclusive
- Les mutations du monde : enjeu du renouveau démocratique

L'Éducation pour transformer le monde

- L'Éducation : une démarche d'émancipation pour tous, tout au long de la vie
- L'Éducation : la complémentarité des acteurs, des actions et des temps
- L'Éducation : au-delà de l'instruction et de l'enseignement de disciplines
- L'Éducation : l'anticipation aujourd'hui du monde de demain
- L'Éducation : est donc action
- L'Éducation : pour en finir avec l'enfermement dans l'échec
- L'Éducation : une école du vivre ensemble

Un congrès est un point d'étape.

Un regard dans le rétroviseur pour analyser ce que nous avons fait durant les quatre années écoulées.

Une dynamique et des perspectives pour les quatre années à venir.

À Grenoble, l'UNSA Éducation a fait le choix d'aller au-delà.

Bien entendu, la résolution générale nous donne des mandats pour piloter nos interventions, nos revendications, nos négociations, nos oppositions dans les domaines sociétaux, éducatifs, des droits et de la gestion des personnels.

Mais avec le manifeste « *Oxygène(s), pour une nouvelle société éducative et solidaire* », nous envisageons de réfléchir, rechercher, rêver le monde de demain. La dimension est plus large. La temporalité étendue. Que voulons-nous construire comme société dans les 15, 20 ans à venir ?

C'est maintenant que tout se joue, se travaille, se décide. Nous avons choisi d'être acteurs de cette aventure. Le premier janvier 2015, sur France Inter, Michel Serres faisait le vœu que nous soyons « *lucides sur les changements rapides qui se déroulent sous nos yeux* », que nous sachions trouver « *les routes de l'avenir* », dans un « *optimisme de combat* », un « *optimisme qui permette de trouver la voie par laquelle ces changements vont déboucher* ».

C'est cette ambition que porte l'UNSA Éducation en s'engageant dans la construction de la société éducative et solidaire de demain.



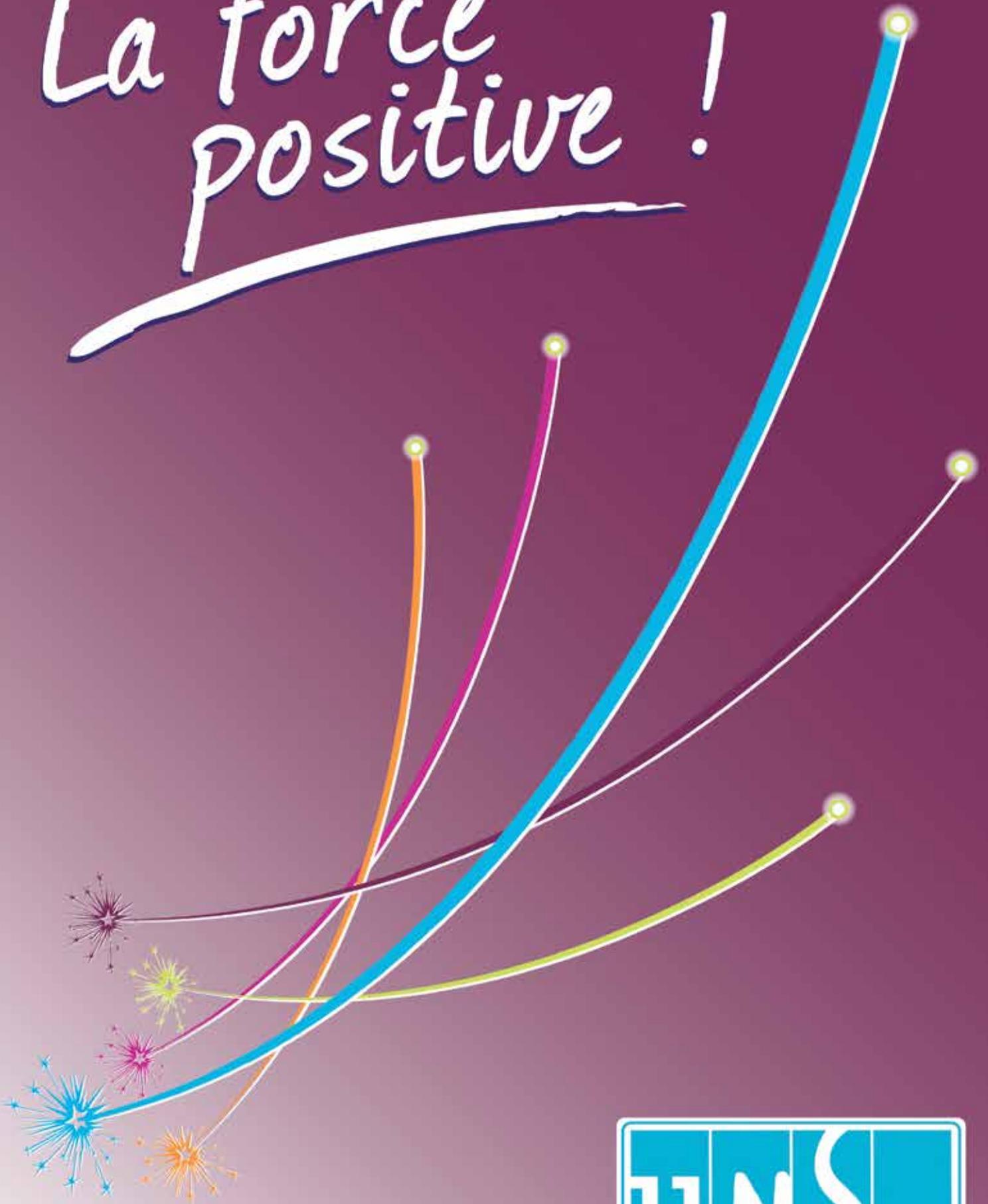
Pour aller plus loin

« Oxygène(s), le manifeste pour une nouvelle société éducative et solidaire » fera l'objet d'une mise en ligne numérique interactive qui permettra de l'enrichir au fur et à mesure de l'avancée des travaux. Pour l'instant, il est consultable et téléchargeable à l'adresse suivante :
http://bit.ly/UNSA_Oxygene

La résolution générale, notre boussole pour l'avenir, adoptée par le congrès de Grenoble, est en ligne sur le site de l'UNSA Éducation à l'adresse suivante :
<http://www.unsa-education.com/spip.php?article2288>



La force positive !



La **fédération** des **métiers** de l'**Éducation**,
de la **Recherche** et de la **Culture**

